

l'Humanité

Deux jours fériés supprimés, sans doute trois pour certains : Bayrou, entre attaque frontale et omissions coupables

Derrière la suppression annoncée de deux jours fériés, dans le cadre des 43,8 milliards d'euros d'économie pour 2026, le gouvernement ne se prive pas de dissimuler une vérité : avec 11 jours fériés, la France est sous la moyenne européenne de 11,7 selon les services européens de l'emploi. Et comme l'exécutif attaque aussi le 1^{er} mai...

Social et Économie

3min

Publié le 18 juillet 2025

Naïm Sakhi



Dans ce domaine, au sein de l'Union Européenne, l'écart varie entre 9 et 15. La France se situe derrière des pays comme Chypre (15), l'Espagne (14), ou le Portugal (13). Et à égalité avec l'Italie et la Grèce.

© Brian Jackson / Alamy / abacapress

Il y a des vérités que le gouvernement aime bien tronquer. D'abord la fable selon laquelle les Français travailleraient 100 heures de moins que les Allemands. **Un mensonge contredit par l'OCDE qui, dans une étude**, comparait les personnes actives des deux rives du Rhin en 2023, et dévoile que les Allemands avaient en moyenne travaillé 1 335 heures, soit 154 heures de moins que dans l'hexagone (1 489 heures).

Et puis il y a les comparaisons dont **le gouvernement** se garde bien. En l'occurrence, en annonçant la suppression de deux jours fériés, le lundi de Pâques et le 8 mai, François Bayrou a omis un fait : avec 11 jours fériés sur une année civile, la France est sous la moyenne européenne de 11,7 selon l'EURES (services européens de l'emploi).

Moins de jours fériés qu'à Chypre, en Espagne ou au Portugal

Dans ce domaine, au sein de l'Union Européenne, l'écart varie entre 9 et 15. La France se situe derrière des pays comme Chypre (15), l'Espagne (14), ou le Portugal (13). Et à égalité avec l'Italie et la Grèce.

En revanche, la comparaison avec l'Allemagne est à l'avantage de l'Hexagone. Les travailleurs outre Rhin ne bénéficient que de 9 jours fériés. Une différence qui tient au fait que nos voisins ne commémorent ni l'armistice du 11 novembre 1918 pour la Grande guerre, ni la fin de la Seconde Guerre mondiale le 8 mai 1945.

S'agissant de la suppression annoncée de ce dernier jour, synonyme de capitulation de l'Allemagne nazie, le PCF a dénoncé une « infamie » et a lancé une pétition « ne touchez pas au 8-Mai ! ».

En parallèle, l'exécutif attaque aussi le 1er mai

Si l'exécutif persiste dans cette attaque frontale des droits des travailleurs et de leur vie privée, les Français devront alors travailler deux jours de plus par an, sans toucher un centime supplémentaire.

« C'est une triple peine, estime Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. On va travailler plus pour gagner moins et se voir supprimer nos droits sociaux ». La mesure devrait rapporter 4,2 milliards, selon les calculs de Matignon.

Rappelons que l'exécutif n'en est pas à son coup d'essai concernant les jours fériés. Il a ainsi soutenu une proposition de loi centriste adoptée au Sénat le 3 juillet dernier, visant à l'ouverture des commerces de proximité et culturels le 1er mai.

La journée internationale des droits des travailleurs est le seul jour férié et chômé prévu dans le Code du travail. Si ce texte est adopté à l'automne à l'Assemblée, 1,5 million de salariés pourraient être contraints par leurs employeurs à renoncer à un jour de congé, en plus des deux jours fériés que l'exécutif compte supprimer.